



La force de tous
les agents de la DGFiP

Section de la manche

Déclaration liminaire au CTL du 21 octobre 2021

Monsieur le Président

Nous sommes ici présents dans cette instance exclusivement pour relayer les attentes et questionnements des collègues sur plusieurs sujets. Nous ne siégeons pas pour «discuter» de vos projets qui sont déjà validés.

Nous ne siégeons pas pour vous renouveler nos expressions tant de fois exprimées sur le désastre du NRP avec l'affaiblissement majeur de nos services de proximité.

Le rouleau compresseur continue d'avancer en éclatant « façon puzzle » les implantations de proximité, pour construire des structures industrialisées sur toutes les missions.

Nous réaffirmons haut et fort notre opposition au NRP !!! Les agents se sont exprimés également contre lors de la votation organisée en intersyndicale au niveau local et national.

Les discours de l'administration se sont alors voulus rassurants : il s'agit d'une feuille de route sur 3 ans pour une nouvelle organisation pérenne ou plutôt figée jusqu'en 2026, soit-disant beaucoup moins anxiogène que les restructurations annuelles de service antérieures. Bref, nous devons avoir de la visibilité sur l'objectif à atteindre et le calendrier.

S'il est vrai que l'objectif à terme est connu, le calendrier et les moyens sont beaucoup plus incertains.

Depuis votre arrivée dans la Manche, force est de constater que ce que nous avons négocié avec votre prédécesseur semble devenu lettre morte. L'encre n'est pas encore sèche concernant le calendrier de déploiement du NRP dans le département, suite aux nombreuses concertations avec les élus et les représentants du personnel, que déjà vous modifiez les règles.

A peine arrivé, vous annoncez aux collègues du SPF de Cherbourg qu'ils ne pourront pas bénéficier du travail à distance lors de la mise en place du SPFE Départemental. Cette facilité a été limitée aux agents à moins de deux ans de la retraite ou aux agents dits fragiles.

Grand seigneur, vous sortez de votre hotte la mise en place d'un site de coworking à Valognes école pour les agents fragiles du SPF qui pourraient ainsi réduire la distance entre leur lieu de travail et leur domicile. A ce jour, ce projet n'est toujours pas mis en place.

Pendant ce temps, les représentants du personnel, mis également devant le fait accompli, rament. En premier lieu, ils doivent expliquer aux agents du SPF de Saint lô que contrairement à ce que le service des RH leur avait annoncé peu avant votre arrivée, ils ne peuvent plus travailler à distance hors cas particulier cité précédemment. Personne n'a jugé bon de les prévenir du changement de braquet de la direction.

Après un groupe de travail immobilier, il est décidé que pour faire face à l'installation potentielle de 38 agents au SPFE de Coutances, des travaux sont à prévoir avec la pose de cloisons et le percement ou l'élargissement de fenêtres.

Finalement, les agents qui suivent la mission arrivent le 10 juin. Les collègues du SPF d'Avranches, après avoir rangé eux-mêmes leurs affaires, arrivent avec les collègues des autres SPF. Les travaux ne sont pas réalisés, mais ils le seront pour le 01/09/2021 au plus tard, nous dit-on. Les agents nouvellement nommés au 01/09 arrivent mais les travaux ne sont toujours pas réalisés à ce jour.

Vive le maintien voire l'amélioration des conditions de vie au travail !!

Un appel à Panoramix et à sa potion magique serait une idée à creuser pour accélérer les travaux.

En parallèle, la fusion, malgré le concours de la CID et du BIL s'avère chaotique. Le SPF, comme annoncé par SOLIDAIRES, n'est pas en mesure de pouvoir travailler correctement. Les délais de publication s'allongent et les agents présents ne sont pas en mesure de réaliser les travaux quotidiens. Nous souhaitons bon courage aux nouveaux venus y compris les 3 contractuels, alors que le service se noie doucement mais sûrement, à l'image de l'enregistrement en pleine déroute également. Vive la DGFIP, une administration attractive où il fait bon vivre. Où sont passés les 3 agents C stagiaires qui ont refusé leur affectation dans la Manche au 01/09/2021?

Après ce galop d'essai de cours d'année arrive la fermeture de la trésorerie de Marigny au 01/09 qui va encore accroître la charge de travail des SGC de Coutances et Saint Lô déjà en difficulté.

Vive le dialogue social, le lendemain d'un CT où nous évoquons les difficultés et l'avenir du SIP-SIE de Valognes, vous annoncez n'avoir pas modifié la feuille de route. Patatras, le lendemain les agents de Valognes apprennent la fermeture par anticipation de leur site au 01/01/2022 soit un an avant la date prévue sous prétexte de sous-effectifs. Là encore Solidaires ramasse les pots cassés et va à la rencontre des agents éberlués par ce revirement inattendu mais pressenti vu l'empressement du Responsable du SIP SIE à faire le ménage par le vide depuis quelques temps.

Dernière sanction, « afin d'éviter les effets d'aubaine » dicit la direction, le site est fermé aux mutations au 01/09/2020, mais généreux, vous annoncez que les agents à moins de 3 ans de la retraite pourront travailler à distance.

Le meilleur reste à venir. Alors que le SIP SIE de Coutances avait pu bénéficier d'une antenne pérenne au niveau du SIP et du SIE rien n'est prévu suite à la fermeture sèche de Granville et Valognes. A notre question concernant la charge de l'accueil qui risque de retomber sur les collègues des SGC non formés à la fiscalité de particuliers: vous nous répondez que nous

n'allons « pas être plus mauvais que les agents des EFS ». Depuis la fermeture du SIP SIE de Carentan, les contribuables se déplacent toujours sur le site qui abrite désormais une trésorerie hospitalière !!

Merci aux collègues de l'EDR d'assurer l'accueil généraliste du SIP défunt.

Concernant la surcharge de l'accueil physique à prévoir dans les SGC, la direction nous répond qu'éventuellement des agents volontaires des anciens SIP de Granville et Valognes pourront venir pendant la campagne IR et la sortie des rôles. Selon quelles modalités ? MYSTÈRE

L'antenne « pérenne » de Mortain se retrouve vidée de la partie Trésorerie et SIE par votre décision, là encore en complète discordance avec les promesses de l'ancienne directrice. Il n'y subsistera que 5 agents dédiés à l'accueil de 1^{er} niveau et de 2^{ème} niveau du SIP et à l'accueil généraliste multi-services. Là encore, nous rencontrons des agents désespérés devant ces revirements de situation, incapables de se projeter dans l'avenir.

Vous vous positionnez contre la création d'antenne et dans le même temps, vous implantez un service d'appui à la nomenclature M22, baptisé SAM 22, à Avranches, mais dépendant de la Trésorerie hospitalière de Granville. Cette antenne est non-perenne, puisque les postes sont implantés au TAGERFIP à Granville. Jusqu'à quand les agents pourront-ils rester sur la résidence d'Avranches ?

Vous avez fixé de nouvelles règles, qui ne sont toujours pas claires pour les agents.

Cependant, à à peine plus de 2 mois de l'échéance, l'avenir des agents demeure incertain :

- Où vais-je travailler ?
- Avec quels collègues, quel chef de service parfois ?
- quelle mission vais-je exercer ?
- Vais-je faire des kilomètres tous les jours ou bien pourrai-je bénéficier de télé-travail chez moi où dans un espace partagé ?

Jamais les documents présentés n'ont été aussi vagues, nonobstant le nombre de pages et de documents adressés.

- Les plans présentés pour Avranches ne sont pas définitifs et largement dépendants de la décision de la direction générale attendue depuis plus d'un an.
- La future organisation du SIE d'Avranches n'est pas encore projetée.
- Les emplois sont toujours exprimés en emplois TAGERFIP, sans éléments sur la situation des emplois réellement occupés, et toujours sous réserve de l'exercice emplois 2022, expression politiquement correcte pour désigner la prochaine vague de suppressions d'emploi.

Vous devriez être le garant de la santé et du bien être des agents au travail, mais partout où nous passons les agents nous racontent leur fatigue, leurs désillusions, leurs angoisses, leurs peurs

Quelles que soient les directions, les promesses ou les engagements, quelle que soit votre communication, les agents n'ont plus confiance.